

EN 2007, LES JEUNES FONT LA LOI



Pour une politique de santé pertinente et efficace

Les rapports se succèdent, tous plus alarmistes les uns que les autres. En 2006, la santé des jeunes n'est pas au beau fixe. Les causes sont connues et c'est la tendance ancrée, depuis des années, du sous-investissement de l'Etat dans ce domaine, qu'il faut contrer.

Pour cela, la santé des jeunes doit être une priorité :

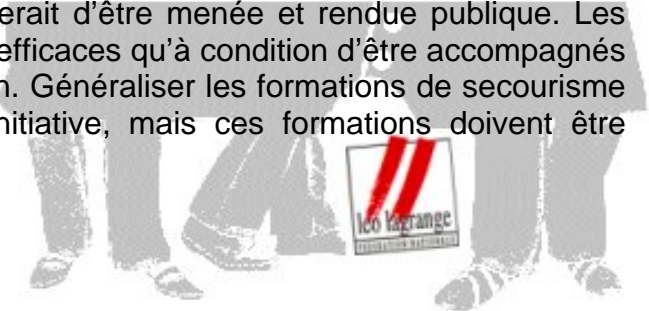
→ En se donnant enfin les moyens de développer la **médecine préventive scolaire et universitaire**. Le personnel médical au sein des établissements doit être renforcé avec l'objectif d'un(e) infirmier(e) présent à temps plein par établissement (voir en fonction du nombre d'élèves).

→ Des **distributeurs de préservatifs** (aussi bien féminins que masculins) à moindre coût doivent être accessibles dans l'ensemble des lieux fréquentés par les jeunes (collèges, lycées, université, maisons de quartier, boîte de nuit, bars...). L'information et l'accès aux moyens de contraception devront être facilités.

→ Parce que le mal-être n'est pas toujours physique, parce qu'être en bonne santé c'est aussi être bien dans sa tête, les **espaces d'écoute et d'accompagnement psychologique** doivent être multipliés et les consultations avec les spécialistes doivent devenir gratuites. De même, un programme « fil santé jeunes » labellisant des praticiens spécialement formés au public jeune, doit être développé.

→ En mettant en œuvre de **grandes campagnes de prévention** sur les questions qui touchent plus particulièrement les jeunes : addictions, maltraitance, sexualité, contraception, nutrition...

Ces campagnes, élaborées en lien avec les organisations et mouvements de jeunesse, notamment les mutuelles, doivent être relayées par les médias publics. Elles doivent être menées en cohérence les unes avec les autres, et trouver un écho dans les enseignements scolaires. En effet, parfois perçues comme trop répétitives, elles ont du mal à trouver un équilibre entre le trop « trash » (qui joue plus sur la peur que sur la raison des gens) et le pas assez. L'étude diagnostique de l'impact de ces campagnes mériterait d'être menée et rendue publique. Les moyens publicitaires ne peuvent être efficaces qu'à condition d'être accompagnés de modules de formation sur le terrain. Généraliser les formations de secourisme en milieu scolaire est une bonne initiative, mais ces formations doivent être obligatoires.



EN 2007, LES JEUNES FONT LA LOI



→ Il est important de faire en sorte que la santé publique ne soit pas victime des logiques de profits capitalistiques. Les messages véhiculés par les industries agroalimentaires à travers leurs publicités, le lobbying des laboratoires pharmaceutiques doivent faire l'objet de la plus grande vigilance.

→ Les pouvoirs publics doivent conditionner toute aide (soutien à l'emploi, exonérations fiscales...) au secteur privé à la participation de ce dernier à l'effort de recherche pour lutter contre les infections et maladies les moins « rentables »

